



Afrique et Démocratie

Un si long combat pour un tout petit mot!

La fin de la guerre froide a signé le début d'une nouvelle ère. L'écroulement du mur de Berlin, oui, effectivement écroulement il y a eu, a produit comme on l'a vu avec les tours jumelles américaines, un rayon d'impact à une distance bien aussi grande qu'on ne l'imaginait.

Ce vent de l'Est a déferlé sur l'Afrique tel un ouragan provoquant de graves fissures sur les derniers régimes dictatoriaux qui, on le sait, n'avaient plus de solidité que de nom. Personne ne pouvait à l'époque clairement imaginer ce qui arriverait. Aujourd'hui, avec un peu de recul, on peut malheureusement se rendre à l'évidence que la disparition de derniers monarques africains n'a pas ipso facto transformé l'Afrique en terre d'espoir.

Près d'un quart de siècle après, la démocratie souffre toujours à écrire son histoire en lettre de noblesse dans ce vieux continent aux multiples défis.

A gauche tout comme à droite, du nord au sud, les questions de l'implantation de régimes démocratiques font autant de victimes si pas plus qu'en faisaient les dinosaures déchus. A chaque élection ses dizaines, centaines ou milliers de morts! Chaque échéance électorale est un prétexte à de nouveaux conflits, de nouvelles querelles tribales, identitaires ou, pire, de nouveaux affrontements armés. Censées être un moment de relance dans l'effort de développement où de nouvelles figures ou de nouveaux projets entrent en jeu pour le bien de tous, les élections en Afrique n'ont fait que diviser des peuples qui ont longtemps cohabité, causer des emprisonnements ou exils, réduire au silence le peuple qui impuissamment subit les contrecoups des politiciens concurrents en furie, affaiblir les institutions en créant de nouveaux hommes-forts. Le sang innocent coule et il risque de continuer à couler innocemment! L'alternance au pouvoir devenant ainsi une question de vie ou de mort! Où va donc l'Afrique?

Partira? Ne partira pas?

Ils sont douze, ces chefs d'Etats africains en ligne de mire et dont les peuples attendent impatiemment la fin de derniers mandats dans les deux ans! Et depuis quelques temps on joue le chrono dans un sens comme dans un autre. Les uns l'accélèrent, les autres le ralentissent. De quoi se convaincre que l'Afrique ouvrira sous peu un feuilleton dont l'issue ne peut être prédite.

Le Burkina-Faso servira de nation- pilote. Il aura donc le privilège d'affronter en premier dès l'an prochain cette séance de tirs au but. Son cas servira certes arbitrairement de jurisprudence pour les autres nations bien que les lois soient sans ambiguïté à propos.

Un faux pas positivement ou silencieusement avalisé par la communauté internationale dont l'union africaine en tête ne fera que requinquer le moral de ceux qui voudraient tenter l'impossible; alors que le respect strict du prescrit de la loi, ce qui est de l'avantage de tous, compliquera la manœuvre aux pécheurs en eau trouble dans les autres pays!

Partira? Ne partira pas?

La question est au fait inopportune, inutile ou tout simplement oratoire. Au fait, puisqu'il s'agit du pouvoir relevant d'un mandat, tout le monde sait que ces questions sont bien clairement tranchées si pas verrouillées dans les constitutions de différents états. Et donc, quand une porte est déjà ouverte, il est absurde de la défoncer!

Alors, si tout ceci est bien claire comme l'eau de roche, pourquoi donc cette question se pose, avec une overdose d'adrénaline et suscite même déjà des mouvements ou groupes de pressions en ce moment, alors qu'aucun de douze chefs d'État n'a moins de douze mois encore à gouverner?

Ici ou ailleurs, le peuple veut que les chefs au pouvoir se prononcent et fassent une sortie médiatique rassurant: "je vous certifie sur mon honneur que je ne briguerai pas un nième mandat".

Si l'opportunité de la question du départ de ces chefs d'États africains fait débat, les réponses qu'apportent ces hommes d'Etats (pour les uns) ou leurs entourages (pour les autres) suscitent également curiosité!

En effet, ceux d'entre eux qui se sont prêtés à la polémique n'ont pas manqué de nous faire savoir que " la question n'était pas encore à l'ordre du jour dans leurs États-majors et que le moment venu, ils s'y pencheront". Ou encore " au moment venu, le peuple tranchera".

Deux réponses simples mais chargées

Si du moins, leurs auteurs veulent juste alimenter la polémique, faire perdre sommeil à leurs adversaires politiques, les déconcentrer et ne pas leur donner le temps de préparer correctement les échéances électorales prochaines, alors c'est vraiment de la bonne guerre, une bonne stratégie et les oppositions africaines devront éviter de se faire prendre au piège!

Mais, si effectivement, dans leurs têtes il est clair qu'un moment devrait arriver où au niveau de l'Etat-major du parti ou des coalitions ils réfléchiraient sur une "possibilité" de départ de leurs candidats ou qu'ils poseraient la question au peuple, alors là, on est bien loin des contes de fées et le feuilleton risque d'être dramatique!

En effet, le départ de ces chefs d'Etats n'est pas une question de possibilité, mais plutôt d'évidence en soi et les peuples qui ont voté ces différentes constitutions par voie de referendum ou par le biais de leurs représentants ne peuvent se dédire en proposant un autre schéma! Et donc, il serait maladroit de vouloir leur poser la question, espérant une réponse

autre que celle qu'ils ont déjà donné dans la constitution à savoir: "Nul n'a le droit de briguer un nième mandat".

Donc, le départ est une évidence en soi! Et pourtant il y a une différence entre une évidence en soi et une évidence pour soi!

Par exemple, le fait que moi j'existe est une évidence en soi! Mais cette évidence n'en est pas autant une pour qui vit aux Antilles et n'a encore aucune preuve de mon existence.

Voilà qui peut justifier toute cette tension qui monte progressivement. Si la fin des mandats est une évidence stipulée dans nos constitutions, le départ, lui peut ou ne pas être une évidence pour chacun.

Mais alors, pourquoi ça se passe ainsi et à répétition en Afrique et jusques à quand?

Le syndrome du président-fondateur

Cette question d'inamovibilité des chefs d'États africains n'est que le sommet d'un iceberg dont la base est bien immergé dans le peuple au point qu'on n'y fait vraiment attention. Beaucoup d'Africains arrivent au pouvoir sans avoir jamais affronté un vote si ce n'est celui qui a fait d'eux chefs. Ils ont une phobie si pas une paranoïa de la contradiction et de l'échec.

Il me semble que c'est au sein des partis politiques que s'apprend et s'exerce en premier le jeu démocratique.

On s'associe pour concevoir, débattre et mûrir une vision, un projet de société. On fait compétition pour sortir le meilleur de candidat qui devra porter l'estime des membres, challenger avec les partis adverses et une fois au pouvoir, faire exécuter au mieux les idées conçues ensemble. On débat et rivalise pour trouver le meilleur d'entre tous qui devra pour un mandat diriger le parti et rendre le tablier à un autre après avoir soumis son bilan à la critique de tous!

Ainsi, n'arrivent au sommet de l'état que des personnalités habituées à être votées, à rendre compte, à se soumettre à la critique, à perdre, à écouter la base parler et à céder le fauteuil à un autre qu'elles soutiendront comme on les a soutenues. Un beau jeu d'enfants!

Mais, regardons un peu comment fonctionnent nos partis politiques.

Ce sont de petits royaumes. Nés de la volonté d'un seul individu, ils sont inféodés à ses soifs et orientations. Le président-fondateur, tel un messie illuminé y trône et y trônera jusqu'à fatiguer. Il sait tout, entrevoit tout, dirige, nomme, suspend, révoque, réhabilite et est le candidat du parti depuis toujours jusqu'à fatiguer, car c'est lui qui seul comprend bien la vision du parti. Né avec et grâce à lui, le parti meurt avec lui. Toute

tendance à réfléchir sur une position ou une orientation qui ne cadre pas avec celle du président-fondateur est considérée comme une dissidence, une révolte, une trahison. Quand le président-fondateur est malade, le parti l'est aussi, quand il est en prison, le parti doit l'être également, quand il meurt, le parti lui aussi meurt. C'est donc une monarchie, une dictature hors-institutionnelle que tout le monde observe et laisse faire.

Le président- fondateur, on ne le contredit pas, on l'écoute. Il n'est pas un camarade du parti, c'est un personnage mystico- religieux, illuminé et messianique. C'est le fameux "Noun" de la mythologie égyptienne, la cause causante mais incausée (*ye nde asala ke biso tozala*). C'est de ce syndrome dont sont atteints la plupart de nos partis politiques.

Comment un homme qui sort de ce contexte, peut-il subitement devenir démocrate une fois au sommet de l'Etat?

On lui a appris au sein du parti à se considérer comme sacré tant dans sa personne que dans ses points de vue et on s'étonne que devenu chef d'un Etat, entouré d'hommes armés jusqu'aux dents, il ne soit pas flexible à la critique ni prêt à quitter le pouvoir?

Ce n'est que normal! Il n'a jamais appris à quitter la présidence du parti, il ne quittera pas non plus sans peine la présidence de l'Etat. Il faut mourir président! Et donc, les présidents- fondateurs des années post- indépendances, chassés du pouvoir avec la fin de la guerre froide, tels des Phoenix, renaissent dans les différents partis politiques et réapparaissent au sommet des Etats africains!

Mais, il y a plus que cela...

Que devient le chef après le pouvoir?

Oui, qu'est-ce qu'il devient une fois hors chaire? Il part en exil? Il finit sa vie en prison? Ou se fait traîner dans les rues de la capitale et ça lui apprendra? C'est ainsi qu'ils finissent, ces chefs africains. C'est le sort que leur réservent leurs peuples, ceux sur qui ils ont gouverné. On n'entend pas souvent des successeurs éventuels dire: "on lui devra reconnaissance pour les services rendus, on continuera à le consulter pour l'expérience accumulée et il est bon qu'il voie comment il est possible de gouverner ce pays autrement!"; à moins d'être dans l'Anc de Mandela avec ses bourreaux blancs!

J'estime que les africains devraient plutôt encourager leurs dirigeants à quitter le pouvoir en leur garantissant un traitement juste et digne après le pouvoir. Les erreurs, il y en aura toujours. Mais tant que l'on les mettra toujours en exergue, sous-estimant parfois les pas courageux qu'ils ont posés, l'Afrique stagnera! Imaginons que l'Anc se soit attelée à régler les comptes aux boers racistes pour tout le calvaire qu'ils ont fait subir aux noirs, la RSA se serait transformée en une jungle! Il faut savoir capitaliser les acquis et corriger les erreurs des prédécesseurs.

Ceux qui cèdent le fauteuil, il faudrait apprécier leur courage et éviter la chasse à l'homme. Mais pour qu'ils acceptent de céder les fauteuils, il faudrait les y encourager et leur garantir la suite! Une sorte de cercle vicieux on dirait...

A quand le bout du tunnel?

Faut-il qu'il y en ait un! Car la démocratie n'est pas un état de nirvana à atteindre mais un combat quotidien se matérialisant par un ensemble de comportements que chacun devrait personnellement d'abord afficher. Car, si les indépendances africaines ont eu trop de ratés c'est parce qu'elles n'ont pas croisé un terrain qui y était suffisamment préparé.

C'est pareil pour la démocratie. Il n'y a pas de démocratie sans culture démocratique. C'est un effort que chacun doit faire d'être démocrate! C'est-à-dire, savoir laisser des espaces aux autres. Espaces d'expressions, espaces de gestion, espaces de control. Ne jamais se comporter en président-fondateur, ceux que nous avons vomis par-ci et par-là. Au fait, en démocratie, on est d'abord exigeant envers soi-même. Fort malheureusement, quand on parle démocratie en Afrique, les gens ont les yeux grands ouverts vers les institutions oubliant que ceux qui sont là viennent de nos rangs où la démocratie n'est inscrite que sur les drapeaux et frontons des bureaux.

Le peuple doit s'habituer à exercer par lui-même d'abord son pouvoir et c'est au sein des partis politiques ou autres associations républicaines avant de le déléguer à ses représentants sur qui ils devront savoir garder une main, une fois dans les institutions publiques.

Si nos partis, au lieu de faire le grand travail d'information et sensibilisation des masses dans la connaissance de leur droits et devoirs citoyens, encourageant un vrai dialogue entre masse et cadres, si au sein du parti déjà, plutôt que de donner la parole au peuple, on se contente de la leur confisquer, parler en leur nom et place, célébrer le culte de la personnalité du président-fondateur, la démocratie devient donc un pouvoir pris en otage au nom du peuple!

La démocratie devra naître au sein des partis politiques, y vivre afin de transparaître dans les institutions publiques. Tel une école, si les A, B, C, D de la démocratie ne s'apprennent pas à la base, le sommet ne sera qu'une catastrophe.

Voilà pourquoi, tout en nous agitant (il) légitimement et (in)opportunément à savoir si ces chefs au sommet de l'Etat partiront par respect pour nous, n'oublions pas de demander à ceux de nos chefs de partis qui y sont depuis toujours: "messieurs, à quand votre départ vous aussi par respect pour la démocratie?"

L'élément absorbant

C'est zéro en arithmétique. Tout nombre multiplié par zéro est égal à zéro. Et bien en démocratie, il en existe également un.

Vous pouvez avoir donné de l'eau et du pain à votre peuple comme Moïse de la bible au désert, asphalté des routes, baissé les prix des biens et services, etc. Mais, si vous refusez de quitter le pouvoir lorsque la cloche sonne, ce refus absorbera tous vos bienfaits et ne laissera de vous que l'image d'un despote mégalomane.

Par contre, vous pouvez n'avoir pas satisfait aux besoins de votre peuple, avoir fait preuve de limites dans votre gestion des questions urgentes et vitales; Mais, lorsque la cloche sonne, si vous cédez pacifiquement le fauteuil, cet acte absorbera toutes vos erreurs et ne laissera de vous que l'image d'un démocrate légaliste qui s'est trompé de bonne foi!

C'est dire, qu'il s'agisse de la gestion des partis politiques que des institutions de l'État, les politiciens africains devraient éviter de considérer le pouvoir comme un terrain loti dont ils détiendraient seuls le titre foncier et qu'ils ne pourraient logiquement céder à personne d'autre si ce n'est à leurs propres fils et ce, à titre posthume comme héritage.

Quant aux "douze apôtres africains" qui devront entrer dans l'histoire dans un sens comme dans un autre, nous disons tout simplement: "Messieurs, il y a une ligne rouge à ne pas franchir, quelles qu'en soient les raisons".

Joe- Yves SALANKANG Sa Ngol

Cape town/ RSA